

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 15/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIÈRES ET MATÉRIAUX**

« Picampoix »  
58800 Sardy-Lès-Épiry

Références : 260024  
Code AIOT : 0005400431

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement CARRIÈRES ET MATÉRIAUX, implanté au lieu-dit « Picampoix » - 58800 Sardy-lès-Épiry. L'inspection a été annoncée le 28/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES ET MATÉRIAUX
- « Picampoix » - 58800 Sardy-lès-Épiry
- Code AIOT : 0005400431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Sardy-les-Epiry, dite "Carrière de Picampoix", exploitée par la société Carrières et Matériaux, est une carrière de roche massive à ciel ouvert autorisée à exploiter depuis 1974.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Phasage	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	
3	Réaménagement par phases	AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Poursuite des mesures de gestion	AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Création de mares	AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Modalités de suivi	AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Adaptation des périodes de travaux	AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.2	Sans objet
5	Îlots de sénescence	AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le respect des prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2017 portant dérogation à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées, et à détruire, capturer ou enlever des spécimens d'espèces animales protégées.

L'inspection a pu constater que l'exploitant menait globalement et avec sérieux des actions visant à protéger les habitats et les individus d'espèces protégées, et assurait le suivi de ces actions.

Toutefois, la mise en œuvre des modifications proposées dans son dossier de porter-à-connaissance déposé en 2020 et complété en 2021, puis dans le dossier déposé en 2024, sans attendre la validation par le préfet des modifications proposées, a créé un réel décalage entre le phasage et le dimensionnement de certaines mesures prescrites dans l'arrêté du 2 octobre 2017 et les actions menées par l'exploitant sur son site.

Il en résulte que sur de nombreux points, les prescriptions de l'arrêté du 2 octobre 2017 ne sont pas respectées.

Les éléments permettant de justifier ces non-conformités seront analysés dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance déposé le 21 mars 2024.

L'exploitant devra en revanche justifier, indépendamment de l'instruction du dossier déposé le 21 mars 2024, de l'équivalence écologique et fonctionnelle de la solution mise en œuvre en lieu et place de la création de mare initialement prévue en 2018, soit avant le dépôt des dossiers de porter-à-connaissance de 2020 et 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 2.5.1			
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
L'exploitation se déroule suivant les plans en annexe 3 du présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :			
Phase	Durée prévisible de chaque phase	Surface mise en exploitation (m²)	Volume à extraire (m³)
1	2016 - 2021	22 400	2 295 850
2	2021 - 2026	16 500	2 248 650
3	2026 - 2031	19 500	2 272 650
4	2031 - 2036	13 500	2 224 650
5	2036 - 2041	31 000	2 364 650
6	2041 - 2046	28 250	2 342 650
L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.			
<b>Constats :</b>			
Le 21 mars 2024, l'exploitant a déposé un dossier de porter-à-connaissance en vue de la modification des conditions d'exploitation de la carrière de Picampoix (dossier daté de février 2024). Ce dossier fait suite à un premier dossier déposé le 27 juillet 2020, complété en septembre 2021.			
Ce porter-à-connaissance vise à :			
<ul style="list-style-type: none"><li>• accueillir des déchets inertes extérieurs dans la fosse actuelle à hauteur de 35 000 tonnes/an en moyenne avec un maximum à 100 000 tonnes/an,</li><li>• modifier les conditions d'exploitation (modification des verses, du phasage et de certaines mesures en faveur des milieux naturels,...) et de réaménagement du site,</li></ul>			

<ul style="list-style-type: none"> <li>retirer du périmètre autorisé la verse 5 d'une surface de 19 ha 09 a 90 ca.</li> </ul> <p>L'exploitant a commencé à mettre en œuvre les modifications proposées dans son dossier de porter-à-connaissance.</p> <p>En termes de phasage, le jour de la visite, l'exploitant déclare que l'état du site se trouve dans la phase 1 pour ce qui concerne l'extraction des matériaux dans la fosse d'exploitation, et en phase 2 pour la gestion des stériles.</p> <p>L'exploitation du site est donc en retard par rapport au phasage initialement prévu par l'arrêté d'autorisation de 2015.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le recalage du phasage sera acté lors de l'instruction du dossier de porter-à-connaissance déposé en 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

## N° 2 : Adaptation des périodes de travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure de réduction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1) Adaptation des périodes de travaux</p> <p>Les travaux préalables à l'extraction sont interdits durant la période de reproduction des espèces animales protégées contactées sur le site lors des inventaires. Pendant ces phases de travaux, l'exploitant respectera les prescriptions suivantes.</p> <p>Travaux de défrichement :</p> <p>Le lancement des travaux ne devra pas se dérouler au cours de la période de reproduction des espèces protégées du site. Et notamment, afin d'éviter tout risque de perturbation ou destruction d'individus d'oiseaux et amphibiens, les travaux de défrichement seront réalisés entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 28 février, après la période de reproduction de ces espèces. Toutes phases des travaux concernant les milieux propices à la nidification des oiseaux devront éviter la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet.</p> <p>Travaux de décapage :</p> <p>Le décapage des terrains devra être effectué entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 28 février. Les travaux seront réalisés de telle sorte qu'aucune mare permanente ou temporaire ne puisse être créée, ceci afin d'éviter la reproduction des amphibiens dans les secteurs d'extraction. Ces prescriptions s'appliquent également aux diagnostics d'archéologie préventive conduits entre l'instant de la coupe à blanc et l'instant du dessouchage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière campagne de défrichement a eu lieu début janvier 2024.</p> <p>La dernière campagne de décapage végétal a eu lieu les deux dernières semaines d'octobre 2025.</p> <p>Les travaux de défrichement et de décapage des terrains sont donc réalisés pendant les périodes prévues par l'arrêté.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 3 : Réaménagement par phases**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.2
---

<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure de réduction
--

**Prescription contrôlée :**

3) Réaménagement par phases

Les verses à stériles seront aménagées selon un phasage quinquennal, permettant le retour à l'herbe progressif, favorable à la faune. Un linéaire de haie de 1 700 m sera planté dès la première phase d'exploitation.

Les superficies et localisations concernées sont décrites en annexes II-2 et VII-1 à VII-6.

D'une largeur d'au minimum 3 mètres, les haies respecteront le schéma de principe décrit en annexe IV.

**Constats :**

Le phasage mis en œuvre est celui prévu dans le porter-à-connaissance de 2021, qui ne correspond donc pas à celui prévu par la prescription.

Le linéaire de haie prévu dans le porter-à-connaissance est de 2 200 mètres, donc supérieur à celui prévu par la prescription.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater par sondage la plantation de haies sur deux rangées en quinconce qui permettront d'obtenir une largeur d'au minimum 3 mètres lorsque les plans seront pleinement développés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le recalage du phasage sera acté lors de l'instruction du porter-à-connaissance.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

**N° 4 : Poursuite des mesures de gestion**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.3
---

<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure d'accompagnement
--

**Prescription contrôlée :**

Poursuite des mesures de gestion conduites par l'exploitant par le passé :

- adaptation des pratiques agricoles sur les prairies attenantes,
- entretien de la mégaphorbiaie tous les 4 ans pour limiter l'enfrichement,
- mise en défens de la mare de Surpalis,
- conservation des bâtiments de Surpalis en l'état,
- [...]

**Constats :**

L'inspection a constaté que les mesures de gestion conduite par l'exploitant par le passé étaient maintenues. Les bâtiments de Surpalis sont conservés, la mare est mise en défends. Les pratiques agricoles sur les prairies attenantes font l'objet de baux assortis de clauses environnementales. Concernant la mégaphorbiaie, l'inspection a constaté un début d'enfrichement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Transmettre à l'inspection le planning des opérations prévues en 2026 pour entretenir la mégaphorbiaie afin de limiter l'enfrichement de celle-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Îlots de sénescence

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de compensation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en place d'îlots de sénescence  9 îlots de sénescences seront mis en place en 2017, totalisant une superficie de 7,93ha. Les superficies et localisations concernées sont décrites en annexe VI. Une délimitation des zones sera matérialisée par des plaquettes métalliques ou par des panneaux. Les arbres morts et les branchages seront laissés sur place. Aucune coupe d'amélioration, ni coupe de sécurité, ni évacuation de chablis ne seront réalisées. Seul un suivi scientifique sera réalisé. L'îlot sera entouré d'une zone interdite au public (bande de 50 mètres) dans laquelle se réaliseront les interventions de sécurité. Aucun sentier ne traversera les îlots. Aucun dispositif attractif pour le public ne sera mis en place.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté lors de la visite, par sondage, que les îlots de sénescence étaient mis en place et que la mise en œuvre de cette mesure répondait à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Création de mares

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de compensation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Création de mares  Des mares seront créées selon le schéma de principe en annexe IV-1 comme suit : - 1 mare aménagée avant la fin du premier trimestre 2018 en pied de verse, sur 100 m <sup>2</sup> et selon la

<p>localisation en annexe VII-1 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 mares aménagées en 2032, sur au minimum 50 m<sup>2</sup> chacune et selon la localisation en annexe VII-4 ;</li> <li>- 3 mares aménagées en 2037, sur au minimum 50 m<sup>2</sup> chacune et selon la localisation en annexe VII-5.</li> </ul> <p>Le fond ainsi que les berges doivent être peu ou pas végétalisés. Ces mares doivent être peu profondes (50 à 100 cm), afin que l'eau se réchauffe facilement et avec un linéaire de berge le plus important possible. La forme de chaque mare sera irrégulière, à pentes très douces de l'ordre de 10 à 20 %. Le fond des mares sera avec un substrat imperméable et compacté de manière à garantir une permanence de l'eau sur la période de reproduction des amphibiens. Les mares ne devront en aucun cas être empoissonnées afin de privilégier au maximum la fréquentation de ces sites par les amphibiens. Des aménagements complémentaires devront être mis en place : tas de bois (produit de coupe, bois mort) pour créer un refuge hivernal, à moins de 100 m de la mare. Les abords dégagés sont à privilégier.</p> <p>Un curage est à réaliser lorsque cela est nécessaire (sur la moitié de la surface uniquement). L'entretien régulier consiste à couper les branches générant un ombrage trop important sur la mare et à recéper les arbres et arbustes trop envahissants à proximité de la mare.</p> <p>Pour chaque mare, un hibernaculum sera aménagé, offrant des caches pour les batraciens, selon le schéma de principe en annexe IV-2 : amas de matériaux pierreux laissé à découvert, avec le pied des remblais non recouvert de terre végétale au plus près des mares.</p> <p>Les boisements et les mares devront être accompagnés d'un plan de gestion écologique particulier mis en place sur durée de l'exploitation, réalisé par un organisme compétent et soumis à la validation de la DREAL.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la mare qui aurait dû être aménagée avant fin 2018 n'avait pas été mise en œuvre.</p> <p>Les trois mares prévues en 2037 ont quant à elles été mises en œuvre en 2023. La surface de chacune de ces mares est très largement inférieure aux 50 m<sup>2</sup> prévus par la prescription (environ 10 m<sup>2</sup> maximum par mare).</p> <p>Des matériaux pierreux laissés à découvert sont présents à proximité immédiate de chacune de ces trois mares, mais l'aménagement reste assez différent du schéma de principe de l'hibernaculum représenté en annexe IV-2.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Justifier l'équivalence écologique et fonctionnelle entre les trois mares aménagées en 2023 et la mare qui aurait dû être aménagée en 2018.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 7 : Modalités de suivi**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/10/2017, article 5.5



**Thème(s) :** Autre, Modalités de suivi

**Prescription contrôlée :**

Des suivis devront être réalisés sur une durée de 30 ans, structurés par phase quinquennale. Les suivis feront l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Les objectifs de ce suivi sont :

- évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels en fonction de l'objectif écologique fixé (amélioration, création ou renaturation d'habitats) ;
- étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'infrastructure ;
- établir un retour d'expérience sur ce type de restauration de milieux en faveur de la faune et des habitats ;
- réajuster certaines modalités de gestion ou de restauration afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.

Ce suivi fera l'objet de comptes-rendus pour chaque phase quinquennale d'exploitation, qui seront transmis au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté au plus tard le 31 mars de l'année suivant la fin de la phase d'exploitation.

Chaque compte-rendu comprendra, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, *a minima*, les éléments suivants relatifs aux inventaires.

Conformément aux dispositions du I de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement, les données brutes de biodiversité acquises dans le cadre des modalités de suivi des mesures devront être versées à l'inventaire du patrimoine naturel National, après contrôle et validation des données par les services de la DREAL, dans les formes prévues par les articles D. 411-21-1 et D. 411-21-2 du même Code.

Les données fournies au format tableur informatique devront *a minima* indiquer :

- le nom de l'opérateur ;
- les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce ;
- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;
- la date de l'opération.

Ces éléments ainsi versés à l'inventaire du patrimoine naturel National seront considérés comme des données publiques, gratuites et librement réutilisables, sauf si leur diffusion porte atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 du Code de l'environnement. Ces données seront intégrées dans les bases de données de la DREAL. La DREAL pourra librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques...), même partiels. Leur diffusion s'exercera en outre dans le strict respect des droits moraux de l'auteur, comprenant notamment les cas de restriction de diffusions mentionnés à l'article D. 411-21-3 du même Code.

**Constats :**

Les protocoles de suivis ont été transmis à la DREAL pour validation via le dossier de porter-à-connaissance déposé en 2021. Le bilan des suivis de l'année 2020 a été envoyé en juillet 2021 au

Service Biodiversité de la DREAL.

L'exploitant a présenté à l'inspection :

- les plans de gestion biodiversité pour les périodes 2011-2020 et 2022-2031,
- les rapports de suivi des actions biodiversité pour les années 2018, 2019, 2020, 2022, 2023 et 2024.

Le protocole de gestion prévoit un envoi des prochains comptes-rendus de suivi de phase quinquennale d'exploitation en 2027.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter au cours de l'inspection les certificats DEPOBIO attestant du versement des données brutes de biodiversité à l'inventaire du patrimoine naturel National.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection les certificats DEPOBIO attestant du versement des données brutes de biodiversité à l'inventaire du patrimoine naturel National.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois